

**Arrêté n°151/DDPP/2022
Portant mise en demeure au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R.512-39-1;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°18596 du 26 octobre 1999 modifié réglementant les activités des installations de la Société DESCAMPS département JALLA pour son site situé 10 rue du 11 novembre sur la commune de REGNY, ;

VU l'arrêté préfectoral n°340/DDPP/2018 du 5 septembre 2018 imposant des prescriptions complémentaires à la société DESCAMPS dans le cadre de la cessation d'activité du site ;

VU l'arrêté préfectoral n°119/DDPP/2021, en date du 23 février 2021 portant mise en demeure la société Descamps, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2018 susvisé au plus tard dans un délai de 4 mois, à compter de la notification de la décision ;

VU les rapports « cessation d'activité – mémoire environnemental » d'août 2016 et « investigations environnementales complémentaires » de novembre 2016 établis par ANTEA Group, révélant une contamination en plusieurs endroits des sols du site, d'anciens bassins de décantation, de plusieurs piézomètres implantés sur le site et un marquage dans les sédiments du Rhins de certains métaux présents dans les boues des anciens bassins de décantation ;

VU le rapport n°115006/version B du bureau d'étude ANTEA intitulé : Mise à jour du mémoire environnemental à fin 2021 – Cessation d'activité daté du 28 janvier 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 mars 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, constatant que les prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement n'ont pas été respectées ;

VU la transmission du projet d'arrêté préfectoral faite à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception le 18 mars 2022 ;

VU l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDÉRANT que le rapport de mise à jour du mémoire environnemental susvisé met en évidence la présence de déchets sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'un brocanteur occupe le site et a accumulé des affaires sans lien avec l'activité du site ;

CONSIDÉRANT que l'article R.512-39-1 du code de l'environnement prévoit que dès la fin de l'exploitation, des mesures soient prises pour évacuer les produits dangereux et gérer les déchets présents sur site ;

CONSIDÉRANT que les déchets sont toujours présents sur le site ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où un diagnostic réalisé en 2016 a montré la présence de pollutions dans les sols et dans les eaux ;

CONSIDÉRANT que ces non-respects constituent des manquements caractérisés à la mise en demeure susvisée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement qui prévoit l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site lors de l'arrêt de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DESCAMPS de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er} : La Société DESCAMPS, pour le site exploité sur le territoire de la commune de REGNY, 10 rue du 11 novembre, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 4 mois, les prescriptions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Régný sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le 08 AVR. 2022

Pour la Préfète
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER

copie adressée à :

- Société DESCAMPS
71 avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

- Société DESCAMPS SA
285 rue Guy Mollet
62221 NOYELLES SOUS LENS

- Mairie de Régný

- Sous-Préfecture de Roanne

- DREAL UID 42/43

- Archives

- Chrono

